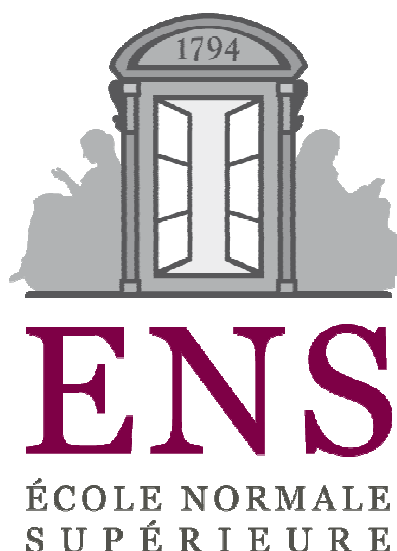


MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

École Normale Supérieure
Direction Générale des Services
Cellule des Marchés Publics
46 rue d'Ulm
75005 PARIS



PRESTATIONS DE DÉSINSECTISATION, DÉSINFECTION ET DE DÉRATISATION DES LOCAUX DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

École Normale Supérieure **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

N° du CCAP : 2017-029

La visite préalable des sites (Ulm, Jourdan, Montrouge) EST OBLIGATOIRE. Une attestation de visite, signée par le représentant du service de la logistique, sera délivrée aux candidats ; le double sera conservé par l'ENS à l'appui des candidatures (l'original devra être ajouté à l'offre).

Les visites (une pour le site d'Ulm, une pour celui de Jourdan, une pour le site de Montrouge), seront fixées avec les candidats sur rendez-vous.

Contacts à l'ENS pour l'organisation des visites : voir pages 9 et 10 du règlement de la consultation.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
1.3 - DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : DÉLAIS D'EXÉCUTION OU DE LIVRAISON	4
3.1 - DÉLAIS DE BASE	4
3.2 - PROLONGATION DES DÉLAIS	4
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 6 : MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIÈRES	6
ARTICLE 8 : AVANCE	6
ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ	6
9.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS	6
9.2 – MODALITÉS DE VARIATIONS DES PRIX	7
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	7
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS	8
10.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	8
10.3 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	9
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS	9
11.1 - PÉNALITÉS DE RETARD	9
11.2 - PÉNALITÉS D'INDISPONIBILITÉ POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	9
11.3 - PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ	9
11.4 - PÉNALITÉ POUR NON PRÉSENTATION DU RAPPORT D'INTERVENTION	10
ARTICLE 12 : ASSURANCES	10
ARTICLE 13 : RÉSILIATION DU MARCHÉ	10
ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE	10
ARTICLE 15 : CLAUSES COMPLÉMENTAIRES	10
ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.	10

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Prestations de désinsectisation, désinfection et de dératisation des locaux de l'École normale supérieure.

Pour prendre connaissance des prestations, veuillez consultez le C.C.T.P.

MARCHE PUBLIC passée en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.relatif aux marchés publics.

Le marché est à prix global et forfaitaire.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le marché est mono attributaire

Les prestations sont réparties en 2 lots : Prestations à prix forfaitaire

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	<p><u>Désinsectisation</u> <u>prestations à prix forfaitaire :</u></p> <p>Le titulaire du marché s'engage à effectuer QUATRE passages ou plus si ré-infestation notoire constatée malgré l'intervention. Le titulaire devra soumettre à l'agrément de l'établissement le programme annuel de ses interventions jusqu'à la date anniversaire du marché et dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la notification.</p> <p>Pour les restaurants et cafétérias des sites, les interventions sont planifiées 12 fois/an. Le titulaire avertira le service logistique deux semaines avant les dates de ses interventions par fax ou par mail.</p> <p><u>prestations à prix unitaire (bons de commande) : interventions exceptionnelles</u> (voir BPU Lot n°1)</p>
2	<p><u>Désinfection et Dératisation</u> <u>prestations à prix forfaitaire :</u></p> <p>Le titulaire du marché s'engage à effectuer QUATRE passages ou plus si ré-infestation notoire constatée malgré l'intervention. Le titulaire devra soumettre à l'agrément de l'établissement le programme annuel de ses interventions jusqu'à la date anniversaire du marché et dans un délai de QUINZE JOURS à compter de la notification.</p> <p>Pour les restaurants et cafétérias des sites, les interventions sont planifiées 12 fois / an. Le titulaire avertira le service Logistique et Restauration, deux semaines avant les dates de ses interventions par fax ou par mail.</p> <p><u>prestations à prix unitaire (bons de commande) : interventions exceptionnelles</u> (voir BPU Lot n°2)</p>

Les prestations faisant l'objet de bons de commande (interventions exceptionnelles) : n'ont pas de minimum. Le maximum est quant à lui de 90 000. 00 € HT sur la durée du marché. Ce montant tient compte également des prestations forfaitaires.

Ces prestations faisant l'objet d'une demande d'intervention par bon de commande. En cas d'urgence (en fonction de la prestation considérée), le titulaire s'engage à réaliser la prestation dans un délai maximum de 48h00 hors jours fériés à compter de la date de réception du fax et du mail transmis par le Service de la Logistique (ex : puces, nid de guêpes ou de frelons,.....). Le titulaire accusera réception du fax et du mail.

1.3 - Durée du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.A.P.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- Les actes d'engagements (A.E. n°1 et 2) et ses annexes
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Le mémoire technique
- L'offre technique et financière du titulaire

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations est stipulé à l'acte d'engagement.

Les prestations du présent marché auront pour commencement la date du 1^{er} octobre 2017.

Reconduction du marché:

Le présent marché pourra être reconduit dans les conditions suivantes :

Le marché est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit par période de 12 mois sans que la durée totale des reconductions ne puisse excéder 24 mois.

En tout état de cause la durée du marché ne pourra pas être supérieure à 36 mois.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché ; la reconduction du marché est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Adresse d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante :

Site de la montagne Sainte Geneviève (Paris 5ème) :

École normale supérieure
45, Rue d'Ulm
75005 Paris

École normale supérieure
46, Rue d'Ulm
75005 Paris

École normale supérieure
29, Rue d'Ulm
75005 Paris

École normale supérieure
24, Rue Lhomond
75005 Paris

École normale supérieure
8, Rue Érasme
75005 Paris

École normale supérieure
44-48, Rue d'Ulm
75005 Paris

École normale supérieure (locaux annexe- Paris 1er)
22, Rue Victoria
75001 Paris

Site de Montrouge :

École normale supérieure
1, rue Maurice Arnoux
92120 Montrouge

Campus Jourdan (Paris 14ème) :

École normale supérieure
48, Boulevard Jourdan
75014 Paris

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du marché, des matériels, objets et approvisionnements seront remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du C.C.A.G.-F.C.S.

Décision de poursuivre

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées par M. Thierry Braban responsable du pôle technique et/ou **M. Denis Cottin DGSA**, chef du service logistique dans un délai de 15 jours à compter de l'exécution des prestations, conformément aux articles 22 et 23.2 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les prestations font l'objet d'une obligation de résultat.

Cela implique l'obligation de passages supplémentaires en cas d'infestation des sites prévus au présent C.C.T.P, ayant déjà fait l'objet d'interventions par le titulaire du marché qui « s'engage à intervenir de nouveau et autant de fois que nécessaire », sans facturation supplémentaire.

Cette garantie s'applique pour une période de 15 jours pour l'ensemble des locaux et des bâtiments de l'École normale supérieure.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Maintenance et garanties des prestations

Les prestations du marché font l'objet d'une obligation de résultat.

Cela implique l'obligation de passages supplémentaires en cas d'infestation des sites prévus au présent C.C.T.P, ayant déjà fait l'objet d'interventions par le titulaire du marché qui « **s'engage à intervenir de nouveau et autant de fois que nécessaire** », sans facturation supplémentaire.

Cette garantie s'applique pour une période de 15 jours pour l'ensemble des locaux et des bâtiments de l'École normale supérieure.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 9 : Prix du marché

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement :

- par des prix forfaitaires pour les lots n°1 et 2.
- et par application des prix unitaires des bordereaux des prix unitaires n°1 et n°2 pour respectivement la désinsectisation et la désinfection/**dératisation**.

9.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement par application de la ou les formules suivantes :

$$P_n = P_o [0,15 + 0,85 * (A \cdot I_n / A \cdot I_o) + (B \cdot I_n / B \cdot I_o)]$$

selon les dispositions suivantes :

- P_n : prix révisés.
- P_o : prix du mois de remise des offres.
- I_o : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

Les indices à prendre en compte sont les derniers du mois considéré publiés sur le site Internet de l'INSEE à l'adresse suivante : <http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb>.

Les indices de référence sont les suivants :

A - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 poste M) - Base 100 en décembre 2008
Identifiant INSEE : 001565195

B - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Prix de base - CPF 20.59 - Autres produits chimiques n.c.a. - Base 2010 - (FB0D205900)
Identifiant INSEE : 001653139

Dans le cas de disparition d'un indice, un indice de substitution préconisé par l'organisme de publication sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent d'un nouvel indice par voie d'avenant.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire dans le cas d'une révision entraînant une augmentation supérieure à 5 % du prix initial.

Dans le cas d'une résiliation anticipée pour dépassement de la clause de sauvegarde, un préavis de 3 mois sera respecté aux anciennes conditions de prix. Les commandes durant cette période ne pourront dépasser la moyenne des commandes sur une période comparable.

Pour l'arrondi les règles suivantes s'appliquent :

Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4, la quatrième décimale est inchangée, si la cinquième décimale est égale ou supérieure à 5, la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

Prestations de désinsectisation : les factures seront établies au cours du trimestre, après service fait.

Prestations de dératisation et désinfection : les factures seront établies au cours du semestre, après service fait.

Pour les prestations supplémentaire à bons de commande : La facture sera établie après service fait, à partir des prix unitaires indiqués dans les B.P.U n°1 et 2.

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ; **2017-029**
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des fournitures admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

École normale supérieure

Service de la logistique

45, rue d'Ulm

75230 Paris Cedex 05

- En cas de cotraitance :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

- En cas de sous-traitance :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
 - ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
 - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
 - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 11 : Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les stipulations de l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

Elles visent :

1 - le non respect du calendrier d'intervention prévisionnel des prestations forfaitaires fixés annuellement en collaboration avec le service de la logistique et de la restauration (pour les lots n°1 et 2).

2 - le non respect du délai d'urgence proposé par le candidat dans son offre.

Il est ici question de jours ouvrés.

11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.4 - Pénalité pour non présentation du rapport d'intervention

Pénalité pour non présentation du rapport d'intervention :

Le délai pour fournir ce rapport (lot n°1 et 2) après l'intervention est de 5 jours ouvrables.

En cas de non présentation la pénalité sera de 150 € par jours de retard.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 15 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 16 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 11 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services quant à la fixation du montant des pénalités.

Dressé par :

Le pôle des marchés